Le budget

cause des libéraux qui nous ont laissé un héritage écrasant.

Une voix: Ha! Ha!

Mme Jacques: Vous devriez avoir honte. Mon collègue ne devrait pas rire sur ce sujet.

Non, mais c'est à cause de vous que nous en sommes rendus là, qu'on doit recourir à des coupures budgétaires afin de faire face à cette situation qui est lamentable. Les gens nous critiquent et vous nous critiquez également.

Il faut donc s'attaquer à réduire la dette afin d'assurer une croissance économique soutenue.

La population canadienne n'est pas sans savoir que les mesures prises dans ce Budget s'imposent afin d'échapper à une récession, ou encore afin d'éviter un avenir désastreux pour le Canada tout entier.

J'avoue, madame la Présidente, que certaines de ces mesures sont difficiles, mais elles sont également d'une nécessité absolue. Nous serons en mesure de constater le résultat positif de ces compressions budgétaires d'ici 1995, lorsque le déficit sera réduit à 10 milliards de dollars seulement.

Notre gouvernement a préféré s'attaquer à réduire les dépenses plutôt que d'imposer de nouvelles taxes. Effectivement, madame la Présidente, ce Budget ne comporte aucune nouvelle taxe et aucun nouvel impôt. Soixante-dix p. 100 des actions prises en vue de réduire le déficit se sont appliquées aux dépenses. Nous avons réduit les effectifs de la Fonction publique de plus de 12 000. Nous entendons privatiser Petro-Canada car cela permettra à la population d'y apporter une participation active. Également des coupures seront effectuées en ce qui a trait à certains privilèges des fonctionnaires et des parlementaires. Des réductions au niveau des subventions et d'aide gouvernementales seront également apportées. Certains programmes seront réduits, d'autres seront éliminés. Nous proposons également plusieurs changements qui amélioreront sensiblement la gestion du régime d'impôt sur le revenu et le rendront plus équitable pour tous les contribuables.

Cependant, madame la Présidente, nous avons pris soin d'exonérer les programmes sociaux les plus importants pour les citoyens comme, par exemple, les allocations familiales, les prestations versées aux personnes âgées et aux anciens combattants, ainsi que les prestations d'assurance-chômage. Nous savons reconnaître les besoins essentiels de la population, et nous nous efforçons de déployer nos efforts afin que les Canadiens à faible revenu soient touchés le moins possible par les restrictions budgétaires.

Ce n'est pas toujours facile, madame la Présidente, d'apporter des coupures budgétaires. Tout le monde nous dit: Allez-y, coupez, coupez, mais coupez pas chez-nous, ne coupez pas dans nos poches! Alors comment voulez-

vous prendre des mesures pour ne pas toucher les citoyens. Les libéraux nous ont placés dans un état lamentable, et je trouve ça effrayant. Mais, vous savez, les gens nous ont élus, en 1984, nous ont reportés au pouvoir en 1988 en nous donnant le mandat clair, et nous disant: Écoutez, réduisez le déficit! Mais si vous voulez que l'on réduise le déficit, je demande à la population canadienne de nous aider à contribuer à cette réduction. Ce n'est pas toujours facile. C'est comme l'homme qui dit à son épouse: Ma paye a été coupée cette semaine. Eh bien, la dame, au lieu d'aller se faire coiffer deux fois, elle ne va y aller qu'une fois. C'est sûr que le mari aimerait dire à sa femme: Va te faire coiffer tous les jours, engage-toi une femme pour te faire coiffer à la maison. Mais on n'est pas capable. Mais un jour, peut-être, à force d'économiser, ils pourront éventuellement se payer une gouvernante, ou quelque chose comme cela.

Alors, c'est ce qui est important. Tout le monde doit se donner la main, tout le monde doit s'aider, et on doit réduire le déficit. Ce n'est pas une question de choix, comme je le disais tantôt, mais une question de survie économique. Nous avons choisi ces mesures dans le meilleur intérêt des Canadiens. La prospérité de notre pays dépend largement de notre détermination à s'attaquer dès maintenant à nos problèmes de déficit afin de maîtriser les tensions inflationnistes. C'est avec un gouvernement comme le nôtre, un gouvernement qui n'a pas peur d'agir, que nous réussirons à bâtir un Canada fort. Nous réussirons car nous avons l'appui indéfectible du peuple canadien. Ce n'est pas en garrochant des subventions à droite et à gauche, comme ont fait les libéraux dans le passé, qu'on va acheter nos sièges. Parce que vous savez, madame la Présidente, on a réduit le déficit. Écoutez, je vais vous donner un exemple très clair. Quand je suis arrivée au pouvoir en 1984, les gens, dans le programme Canada au travail, qu'on connaît tous, qui a été changé, j'avais une enveloppe de deux millions de dollars à distribuer dans ma circonscription. C'est effrayant! On fait le même travail avec une même enveloppe de 700 000\$ par circonscription. Imaginez-vous! Nous, le gouvernement conservateur, avons réduit de plus d'un million de dollars par circonscription. Écoutez, avant les élections, mon adversaire donnait cela à coups d'un demi-million à des Églises. Pensez-vous que c'est normal quand la population en a besoin? J'ai trouvé cela terrible de «garrocher» l'argent par les fenêtres, et après cela le curé de la paroisse était «en maudit» contre moi parce que je n'avais plus une «cenne». On n'achète pas les gens comme cela. Je trouve cela terrible.

• (1700)

Madame la Présidente, parmi les objectifs fixés dans le Budget, les compressions budgétaires permettront de ramener le déficit à 28,5 milliards, en 1991, et au cours des trois années subséquentes il sera diminué de moitié, c'est-à-dire de 14 milliards. Enfin, en 1995, le déficit sera